

Débat Convictions Alter Eco, Coût du travail.

Le 7 Juin 2011, l'association Convictions a organisé le premier rendez-vous d'un cycle de trois conférences sur le travail, ce jour-ci autour du thème du coût du travail. Lors d'une audience au rendez-vous, Jean-Baptiste de Foucauld et le rédacteur en chef du mensuel Alternative Economique, Guillaume Duval, avec qui ce cycle de débat est en partenariat, discutaient du sujet du jour.

Séquence 1 : Jean Baptiste de Foucauld

Notre propos est à introduire dans le cadre endémique de l'économie française, et ce depuis le problème du choc pétrolier, le chômage a été un problème lancinant de la société française. Si aucune solution miracle n'a été trouvée depuis lors, force est de constater que la conception même de la politique économique, faite de mesures et d'une perception finalement mécanique de l'économie, ne convient pas tout à fait. La question est la suivante : le coût du travail est-il trop élevé en France ?

Il faut expliquer premièrement la difficulté de cette notion de coût du travail en France ; pour expliciter ensuite les données du problème, et bien déterminer quel est le problème français. Pour enfin proposer comment améliorer la situation de notre pays.

La notion de travail est duale

Le coût du travail est un sujet dual, une problématique comprenant une réalité économique ainsi qu'un point de vue politique. C'est-à-dire en articulant le juste niveau du salaire, le travail est à la fois un coût et une rémunération. La rémunération est bénéfique, car elle produit la demande pour l'économie. Or, les coûts sont les salaires et les charges, à la fois de l'employeur et du salarié. Le raisonnement économique classique stipule que le coût du travail affecte les échanges extérieurs ; mais ce n'est en réalité pas si simple, car reste la question de la productivité.

Pour autant, il existe une autre question, y compris pour une vision de l'économie progressiste, qui est celle de l'effet du coût du travail sur l'embauche des personnes les moins productives. Il n'est pas possible d'écarter le fait que son taux haut ne permet pas le retour au travail des personnes les plus éloignées du marché de l'emploi. Même si dans les petites entreprises, ce sont le plus impactés car les échelles entre les petits salaires et les grands sont les moins importantes.

L'optimum salaire et emploi n'est pas la même selon les périodes historiques. Dans les trente glorieuses, la hausse des salaires et charges avaient moins d'impact, car les gains de productivité étaient élevés ; De plus, surtout pendant les trente glorieuses, l'inflation salariale existait fortement, mais elle poussait les entreprises à augmenter leur productivité. Nous étions dans le cadre d'une concurrence mondiale réduite, ce que nous sommes de moins en moins.

Hors, la tertiarisation a stabilisé les niveaux de productivité. De ce fait, les hausses de salaires provoquent des hausses de prix plus importantes (nous parlons alors d'une élasticité prix plus importante). Le deuxième facteur qui a changé est le cadre de la mondialisation de l'économie, qui module ce jeu de la hausse des salaires et des prix.

La part des salaires dans la valeur ajoutée dépend de la période mesurée pour l'analyse. Faisons attention dans nos raisonnements et notre sensibilité : il n'y a pas de trésor caché, les prestations sociales sont le coût du travail, et le rapport capital travail n'a pas augmenté particulièrement en France. De beaux travaux nous l'ont désormais démontré.

La présence d'un chômage à longue durée, la question du SMIC, et l'augmentation des salaires

Difficile de ne pas parler de coût du travail sans parler du problème de la persistance du chômage pour l'analyse. En effet, il ne faut pas parler comme les chiffres officiels de deux millions de chômeurs, car le taux de chômage ne comprend pas les chômeurs découragés et les travailleurs à temps partiels.

Bien entendu, lier le chômage directement à la question du coût du travail est reprendre la vulgate libérale *stricto sensu*. Cela dit, encore une fois, écarter ce fait n'est pas possible. Car, pourquoi la France n'a pas une bonne gouvernance collective ? Nous sommes bien dans la question du travail, de son niveau et de sa répartition collective. Ainsi, il faut reprendre les données telles qu'elles le sont : en France, les prélèvements sont élevés, et une part non négligeable de ce coût impacte sur le travail (ainsi, pour un salaire net de 100, nous avons en plus 20 (charges patronales), plus 30 (charges salariales), etc, pour avoisiner 170).

Une partie du problème français peut se voir autrement que par le simple coût du travail. C'est-à-dire concevoir que le mode de fixation des salaires est trop réglementaire. Ainsi, et il faut comprendre tous les maux et tous les maux pour le dire : le SMIC est réévalué de deux façons (inflation, coût moyen ouvrier + coup de pouce). Au-dessus du SMIC, le salaire est sinon à la discrétion unilatérale de l'employeur, hormis quelques conventions de branches plus ou moins bien respectées.

Comment sortir de cet état de fait ? Le propos est sans doute iconoclaste, mais il faut être favorable à non pas l'augmentation du SMIC mais des salaires intermédiaires. Et pour ces salaires au-dessus du SMIC, il faut trouver une forme de rémunération optimale, ce pourrait être avec la productivité et le rapport capital travail. Et, bien entendu, réduire les salaires des dirigeants qui commencent à être stratosphériques.

Pourquoi faut-il se contraindre à de tels réajustements ?

Dans notre contexte économique, il faut savoir et bien comprendre comment améliorer réellement notre situation. Il est vrai, nous voudrions plaider pour le modèle du plein emploi et de la qualité de cet emploi, tel que celui de type Suédois. Or, nous sommes dans un contexte de croissance plus lente, il ne faut pas attendre la croissance pour l'emploi, telles sont pourtant les conjectures prises par les principaux partis politiques en présence. Non, il faut avant tout savoir désormais hiérarchiser nos désirs. On peut parler « d'abondance frugale », notre visée d'une société est une visée réaliste : espérer et réaliser une société où chacun accède à l'essentiel, où la richesse puisse bien être partagée. Mais pour cela, il y a un contexte culturel à développer et à faire évoluer.

Pour en revenir à notre sujet, le coût du travail, le problème n'est pas trop le salaire mais les allègements de charges. C'est une vision libérale qui n'est pas compatible avec la sociale démocratie.

Nous avons, et la gauche a une forte responsabilité même si elle n'est pas seule, réalisé les 35h, et voulu le faire « sans baisse de salaire ». Nous l'avons réalisé ainsi. Mais ce qui a été négocié a engendré un certain nombre de conséquences : il fallait choisir entre celles-ci ou faire baisser les salaires nets. Ainsi, si on n'a pas baissé les salaires, on a juste gommé leurs augmentations durant une longue période dans laquelle nous sommes encore aujourd'hui. Et avec les 35 h, on a embauché les personnes les plus proches de l'emploi, c'est-à-dire en mettant 10 milliards sur la table pour les chômeurs, mais pas pour les plus éloignés de l'emploi. Or, ce sont ces derniers qui sont les plus mal lotis et exigent notre attention, d'autant plus que ce type de chômage a deux coûts : celui de l'embauche et celui de la formation.

C'est pourquoi, si le salaire n'a pas augmenté pour les uns, il a augmenté mécaniquement pour les autres, ceux qui ont ou sont tout proches du SMIC. Or, pour bien se comprendre, il faut bien préciser distinctement : Il faut que le SMIC n'augmente pas trop vite, et reprendre une certaine dose d'augmentation pour les moyens salaires, de manière à ce que l'écart entre les deux puisse être significatif.

Mais d'un autre côté, il faut reprendre le sujet de l'emploi des chômeurs de longue durée, des « découragés » et donner une perspective à tout le monde. Là, les propositions sont rares, et rares sont les solutions que nous pouvons hélas entendre. C'est un sujet avant tout de société, voulons-nous vivre ensemble ? Il y a là des moyens à mettre sur la table, cela dépend avant tout de notre volonté.

Conditionner les allègements de charges.

En outre, il y a un deuxième sujet dans le coût du travail. Ce n'est plus la rémunération, mais bien le coût du travail avec la question des charges, et surtout celle des allègements. Nous venons de dire qu'il faut tous, désormais, être capable de se mettre autour de la table, et aller chercher ensemble l'emploi pour tous.

Quels sont les leviers ? Ce sont les syndicats, les corps intermédiaires. Mais il faut désormais bien davantage que le volontarisme, il faut de véritables leviers économiques et cela passe par le politique. Nous pourrions prendre, par exemple, cette proposition : les entreprises qui n'ont pas signé des accords sur les salaires n'ont plus d'allègement de charges.

De plus, il faut étendre cette logique sur les cotisations chômage. Conditionner à un accord n'est pas la méthode libérale, mais c'est s'approprier collectivement la question de l'emploi.

Et puis, il faut que tout le monde soit dans le même mouvement, il n'y a pas de raison que tout le monde ne fasse pas un effort. Cette réalité suppose de lever quelques questions difficiles. Par exemple, pourquoi les trois fonctions publiques n'adhèrent pas à l'assurance chômage ? Il faut au contraire l'universaliser, créer un grand système général. Nous appelons cela : solidarité. Cela permettrait d'élargir l'assiette du chômage. Et surtout, d'accompagner les personnes vers l'emploi. On pense toujours que la question du chômage est une question simplement de rémunération des cotisations. Mais le coût du chômage est celui non pas du paiement des indemnités, mais celui de l'aide au retour à l'emploi du chômeur. Et nous avons encore beaucoup à faire dans ce sens. Ce suivi est démuné de ressources et n'a pas l'action nécessaire pour accompagner.

Dans le coût du travail, il y a aussi la question des moyens qu'on se donne, collectivement, pour faire entrer tout le monde dans cette société, et donc, repenser un peu notre manière de nous organiser collectivement pour inclure tout le monde dans le marché du travail. Il faut avant tout savoir concilier par le haut et par le bas. Savoir favoriser l'innovation, et penser aussi au chômage de longue durée : les chômeurs de longue durée sont ceux qui sont le moins aidés à retrouver un emploi. Ainsi, la question des allègements de charges pourraient y contribuer, mais pas seulement. Pour cela, il faut mettre tous ces éléments en débat.

Séquence 2 : Guillaume Duval

Jean Baptiste a dit beaucoup de choses à partager sur les données de ce coût du travail. L'intervention suivante sera donc en complément. Ainsi, sur la question du coût du travail, il faut appréhender cette problématique avant tout en France, et remettre la France dans son environnement. Savoir quelles sont les politiques en matière de coût du travail qui ont été faites et ce que l'on pourrait faire.

Oui le coût du travail est élevé.

Le baromètre COE REDEXODE a fait l'évènement en ce début d'année, mais de nombreux doutes ont été portés à juste titre sur sa fiabilité. Les statistiques sont nombreuses et comme le calcul du coût du travail est très friable, mieux vaut en prendre un en dehors de nos frontières européennes. Par exemple, U.S. Bureau of Statistic nous dit que le coût du travail en France équivaut à 40 dollars. Et si l'on compare la position relative de la France, surtout en termes d'évolution, on constate qu'il y a plus de pays où il est plus élevé que depuis 1998. Le coût a plutôt augmenté moins vite depuis les 35h par rapport aux autres pays européens. Il n'y a pas eu de dérive depuis 10 ans, mais on est un des pays les plus chers au monde. Et l'écart des pays européens vis-à-vis du reste du monde ne cesse de grandir. Mais la dimension du taux de change est tout à fait central quant au problème et aux solutions qu'on peut y porter.

Les comptes extérieurs de l'Europe sont équilibrés au total, mais le problème reste son rapport avec la Chine, la question du change devrait bientôt se poser. Oui, les questions monétaires sont de fait très liées aux questions du coût du travail : en économie fermée, cette question se pose moins. Et par exemple, si tout le monde dit que la monnaie chinoise est trop chère, attention, une baisse du taux de change, c'est une baisse de pouvoir d'achat. Vous avez là ce que Jean Baptiste de Foucauld disait : dans cette histoire de coût du travail, il y a l'aspect économique et l'aspect rémunération, comme deux faces d'une même réalité.

Un SMIC cher, oui mais...

Je suis en phase également sur la question du SMIC qui est élevé ; c'est un facteur sensible à l'emploi, surtout pour ceux qui recherchent un emploi. Mais attention, la création des emplois près du SMIC a été une constante de la politique du travail en France. Les allègements de charges peuvent être critiqués, mais cela permet un système très redistributif. En effet, dans notre système, les cotisations des cadres payent le chômage des peu qualifiés. Tout le monde trouve cela très bien, nous aussi, donc nous devons comprendre qu'une partie de notre système est fondé sur cet aspect redistributif.

Le coût et les inégalités de travail

Cependant, le problème reste la trappe à l'emploi peu qualifié : ce sont souvent des salariés et des métiers de plus en plus qualifiés, mais ceux-ci restent mal rémunérés. Il faut ainsi comprendre ce qu'il s'est passé : dans une période de difficultés à l'accès à l'emploi, surtout pour les jeunes générations, les plus qualifiés ont largement pris les métiers disponibles. C'est le phénomène que l'on a appelé de déclassement : troquer un emploi, même à faible rémunération. Et de ce fait, dans cette concurrence qui se fait même par le bas, l'augmentation des salaires est beaucoup plus lente, on le comprend bien. Plus on part de bas, au niveau du salaire, plus relativement les charges augmentent vite. Ainsi, on a favorisé une certaine forme d'industrialisation (je veux dire, au travers de ce transfert de charges de l'industrie vers le secteur du service, vers des emplois structurellement de plus bas salaire). Et je l'expliquais dans un de mes livres, c'est aussi le modèle de l'économie des « usines Tournevis » : à force de favoriser les bas salaires, dans la division internationale du travail, lorsqu'on cherche à implanter de la R&D ou une usine de confection, on pense plus à la France pour la seconde que pour la première. Ainsi, dans le secteur industriel, les usines ont été incitées à produire à bas salaire, et cela n'est pas forcément un bien pour notre économie au final.

Alors, si on parle du coût du travail, il faut distinguer la position de l'évolution. Dans l'Europe des 27, la France est moins attirante en terme de coût du travail, mais n'est pas la plus chère. Ce qui compte, aussi, c'est la dynamique de l'innovation et l'échelle des salaires. Et sur ce point, par contre, les politiques de salaires n'ont pas été vers l'égalité. En 2002, Eurostat avait fait une enquête sur les salaires européens par postes de travail : l'échelle de salaire des cadres et les ouvriers employés, la moyenne de l'écart est 2,25 en Europe, 1,8 dans les pays baltiques, et 2,5 en France comme tous les pays d'Europe du Sud. Cette question des inégalités de salaire est aussi une question de ciment de la société. En Allemagne, malgré ses performances, il y a ce ciment qui est en train de se désagréger, l'inégalité inter salaires s'étend depuis quelques années, et cela va faire des dégâts dans les années à venir. De toutes les manières, il y a beaucoup à dire sur nos amis allemands ; il faut bien connaître leur économie, la manière dont les dirigeants accèdent au pouvoir de dirigeants pour ne pas être étonné de leur capacité à être compétitifs. Sur ce plan là, nous avons beaucoup à apprendre. Sur leur capacité à maintenir une société solidaire, par contre, j'ai plus de doute.

Et au-delà ?

Enfin, pour revenir à la France, il faut répondre à la question aussi de ce que l'on peut faire ? Conditionner les charges est une bonne solution, elle me paraît la meilleure. On entend aussi une très mauvaise idée à laquelle il faut tordre le cou : augmenter la cotisation sur le capital, qui revient à taxer les machines : cela est une très mauvaise idée, car cela va faire payer toutes les charges sur les industries à lourd capital (et non pas à celle des services, pourquoi un cabinet d'avocat serait fiscalement favorisé ?). Ensuite, la CSG peut être augmentée, mais l'essentiel est porté par les retraités. Enfin, pour dire un mot sur cette question de la fusion de l'IR et de la CSG, je suis assez mesuré, on a ouvert à AlterEco toutes nos colonnes à la proposition de Piketty ; mais il faut faire attention à ne pas aller trop loin dans l'Etatisation de la protection sociale, au contraire, il faut développer la renégociation autant que possible.

Enfin, il y a toujours le débat sur la fameuse TVA sociale. Moi, je pense que c'est une idée : c'est une taxe sur la VA nette et non celle brute (c'est-à-dire les amortissements). C'est une invention française, et tant mieux. La TVA sociale donne un avantage sur les exportations, elle fait payer tout le monde pour faire baisser le coût du travail. Il vaut mieux ce genre de solutions que L'impôt négatif, (ou la prime pour l'emploi, et RSA), c'est toujours cette tendance des libéraux qui, en allant au bout de leur logique va finalement dans le sens de l'emploi forcé dans l'Union Soviétique !

Au final, en France, le coût du travail sera de toutes les façons élevées, il y a aussi d'autres chantiers, comme la réforme de l'Etat. La solidarité territoriale est la plus importante pour la cohésion de la société. Souvenons-nous du modèle danois, l'OCDE en disait tant de mal dans les années 1990'. Et puis, comme le disait Jean Baptiste, dans ces pays, chacun est allé autour de la table. Et les résultats sont là : tout le monde applaudit maintenant. En France, on multiplie les mesures et on aboutit à la démesure.